

**RAPPORT 2006 D'AMNESTY
INTERNATIONAL**

Faits et chiffres

Index AI : POL 10/023/2006

ÉFAI

**Embargo : mardi 23 mai 2006
(10h00 TU)**

SYNTHÈSE DESTINÉE AUX MÉDIAS

**Rapport 2006 : La situation des droits
humains dans le monde**

NB : Sauf indication contraire, ces chiffres sont ceux disponibles à la date du 23 mai 2006.

ESPOIR

Des avancées notables vers l'abolition de la peine de mort illustrent la capacité potentielle de pression de l'opinion publique pour l'obtention de changements.

PEINE DE MORT

- Fin **2005**, on comptait 122 pays ayant aboli la peine de mort, dans les textes ou la pratique.

- En **1977**, année au cours de laquelle les États-Unis ont repris les exécutions et Amnesty International a organisé, fait sans précédent, une Conférence internationale sur la peine capitale, seuls 16 pays étaient abolitionnistes.

- **Un** pays autorisait encore l'exécution de mineurs délinquants en 2005, à la connaissance d'Amnesty International.

HYPOCRISIE

En 2005, les autorités des États-Unis ont reconnu avoir eu recours aux " *restitutions* " pratique qui consiste à transférer des personnes, sous la contrainte et sans respect des procédures légales, vers un pays où elles risquent d'être torturées ou soumises à d'autres formes de mauvais traitements. Cette pratique est illégale au titre de traités internationaux auxquels sont parties tous les pays d'Europe.

- **2005** : année au cours de laquelle ont été rendues publiques des preuves de la complicité de certains gouvernements européens dans les opérations de " *restitution* " dirigées par les États-Unis.

- **1000** : nombre approximatif de vols secrets directement liés à la CIA qui ont utilisé l'espace aérien européen entre 2001 et 2005 ; certains de ces avions pourraient avoir transporté des prisonniers.

- **Des centaines** de personnes pourraient avoir été victimes de " *restitutions* " dans le monde.

- **Six** pays d'Europe ont été impliqués dans le transfert de 14 personnes vers des pays où elles ont été torturées.

- **Un** pays d'Europe a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre d'agents de la CIA soupçonnés d'enlever des personnes en vue de leur " *restitution* ".

DUPLICITÉ

Gouvernements ayant plaidé en faveur des droits humains, tout en les bafouant.

TORTURE

- **141** pays étaient parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ONU).

- **104** pays ou territoires, sur les 150 cités dans le Rapport 2006 d'Amnesty International, ont eu recours à la torture ou aux mauvais traitements.

**PARALYSIE DE LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE**

D'après les descriptions, le conflit au Darfour a pris une ampleur affolante et est de nature effroyable. Les Nations unies et l'Union africaine doivent prendre de toute urgence des mesures afin de protéger les civils de cette région.

CONFLIT ARMÉ

- **2,2 millions** : nombre de personnes réfugiées ou déplacées par le conflit.

- **285 000** : estimation du nombre de personnes mortes de faim ou de maladie ou tuées au Darfour depuis 2003.

7 000 : nombre d'observateurs de l'Union africaine déployés au Darfour.

- **13** : nombre de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies sur le Darfour.

- **Zéro** : nombre de soldats de maintien de la paix envoyés au Darfour par les Nations unies.

PROMESSES NON TENUES

En 2000, lors du Sommet du millénaire, les dirigeants des pays du monde entier avaient fixé des objectifs clairs afin de résoudre certains des problèmes sociaux du monde les plus délicats, mais leurs promesses ne se sont pas traduites par des résultats.

Les gouvernements se sont engagés à rendre l'enseignement primaire universel avant l'an 2015.

- **Plus de 100 millions** d'enfants ne sont toujours pas scolarisés.
- **300 000** enfants sont des soldats, selon les estimations.
- **46 p. cent** des filles qui vivent dans les pays les plus pauvres du monde n'ont pas accès à l'enseignement primaire.

TORTURE ET TERRORISME

Des milliers de personnes ont été arrêtées, placées en détention sans inculpation ni jugement, torturées et maltraitées, au nom de la lutte contre le terrorisme.

- **1 592** jours se sont écoulés depuis le 11 janvier 2002, date à laquelle les États-Unis ont commencé à utiliser la prison du camp de Guantánamo Bay pour y détenir des personnes soupçonnées de terrorisme.
- **759** personnes, au total, ont été détenues à Guantánamo.
- **13** : âge de Mohammed Ismail Agha lorsqu'il a été placé en détention par les autorités des États-Unis en Afghanistan, fin 2002, avant d'être transféré plus tard à Guantánamo.
- **Zéro** : nombre de détenus de Guantánamo ayant été reconnus coupables d'une infraction prévue par le Code pénal.

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

De la naissance à la mort, par temps de paix ou de guerre, des femmes sont victimes de discrimination et de violences de la part de l'État, de la communauté et de la famille.

- **2 millions** de jeunes filles et de fillettes risquent tous les ans de subir des mutilations génitales. Seuls neuf pays ont une législation spécifique prohibant les mutilations génitales féminines.
- **25 p. cent** des femmes sont victimes, à un moment ou un autre de leur vie, de violence sexuelle de la part d'un partenaire intime. Le nombre de pays n'ayant aucune législation relative à la violence au foyer s'élève à 79.
- **5,3 p. cent** des viols signalés en Angleterre et au Pays de Galles en 2003 ont abouti à une condamnation.
- **Inconnu** : le nombre total de femmes violées dans le cadre d'un conflit. Le viol est couramment utilisé comme arme de guerre. Il est difficile de déterminer les chiffres exacts en raison de l'insécurité, des problèmes de

logistique, de la crainte de rejet et du risque de représailles auxquels s'exposent les femmes qui portent plainte pour viol.

CONTRÔLE DES ARMES

La prolifération des armes de petit calibre attise les conflits et accroissent la pauvreté et les atteintes aux droits humains dans le monde entier.

- **Deux** : nombre de balles par personne existant sur la planète ; il y a en outre un fusil pour dix personnes.
- **1000** personnes, en moyenne, sont tuées chaque jour par des armes légères.
- **De un à 10** : pour chaque dollar dépensé pour l'aide au développement, on compte 10 dollars affectés aux budgets militaires.
- **88 p. cent** des exportations d'armes classiques recensées proviennent des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies : Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>